

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur cyberpresse.ca/monde

AFGHANISTAN

La peur d'envoyer ses enfants à l'école

AGNÈS GRUDA

Six ans après la chute des talibans, près d'un enfant afghan sur deux ne fréquente toujours pas l'école. Et la proportion est encore plus élevée chez les filles: à peine un tiers ont accès à l'instruction.

Ce taux de fréquentation scolaire parmi les plus bas de la planète s'explique en bonne partie par l'insécurité et la peur, soutient Mohammed Haneef Atmar, ministre de l'Éducation de l'Afghanistan.

Nommé à la tête de ce ministère il y a un peu d'un an, il y a longtemps que M. Atmar travaille à hausser le niveau d'instruction dans son pays. Sous le règne des talibans, à la fin des années 90, il y dirigeait un réseau de plus d'un millier d'écoles clandestines – tenues illégalement dans des maisons privées, au risque d'exposer élèves et professeurs aux représailles de ce gouvernement ultra religieux.

« À l'époque, les élèves pouvaient être violemment battus. Nous nous demandions s'il était moral de les exposer à ce risque. Mais nous avons décidé que oui », a-t-il raconté hier lors de son passage à Montréal.

Ce dilemme se pose toujours dans l'Afghanistan de l'an 2007. L'été dernier, une école de filles située à quelques dizaines de kilomètres de Kaboul a été prise pour cible par des terroristes, qui ont arrosé les élèves de balles alors qu'elles sortaient de l'immeuble. Deux élèves ont péri et quatre autres ont été blessées dans cette attaque.

Le ministre Atmar raconte s'être rendu à la clinique où étaient soignées les blessées. « Lorsque j'ai voulu les reconforter, l'une d'entre elles m'a dit : *Tout ce que je veux c'est*



PHOTO DOMINIC CHAVEZ, THE BOSTON GLOBE

Depuis la chute des talibans, huit fois plus d'élèves afghans ont accès à l'instruction. Mais le taux de scolarisation est encore bas. De nombreux parents craignent pour la sécurité de leurs enfants.

que mon école reste ouverte », s'est-il rappelé hier, lors d'une conférence du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

Bilan mitigé

C'est un bilan scolaire mitigé qu'a brossé hier cet homme qui incarne à lui seul l'un des chapitres de l'histoire violente de son pays :

car si M. Atmar se déplace avec une canne, c'est parce qu'il a été touché par un missile lors de la guerre civile qui a déchiré l'Afghanistan à la fin des années 80.

D'une part, la situation s'est améliorée depuis la chute des talibans : sous leur règne, à peine 700 000 enfants avaient accès à l'instruction – et il s'agissait exclusivement de

garçons. Aujourd'hui, ils sont six millions à s'asseoir sur les bancs des écoles – mais cela ne représente encore que 45 % des enfants d'âge scolaire, et à peine 35 % des filles.

Ce bas taux de scolarisation n'est-il pas le reflet d'une tradition? Le ministre Atmar rejette cette interprétation. Selon une étude menée par son ministère,

les parents qui hésitent à envoyer leurs enfants à l'école expliquent leurs réticences par trois motifs: la peur pour la sécurité des jeunes, le manque de femmes enseignantes, et le délabrement des infrastructures scolaires.

60 millions pour les écoles

En tournée au Canada à un moment où l'engagement militaire en Afghanistan y est de plus en plus critiqué, le ministre afghan ajoute sa voix à celle du président Hamid Karzaï qui appelle Ottawa à ne pas abandonner son pays.

Preuve de la bonne volonté canadienne, la ministre de la Coopération internationale Bev Oda a annoncé hier l'octroi de 60 millions \$ pour les quatre prochaines années, pour financer le développement du système scolaire afghan. Cet argent servira à construire de nouvelles écoles, mais aussi à produire du nouveau matériel pédagogique.

« À Kandahar, 200 000 enfants, dont 40 000 filles, vont à l'école aujourd'hui. Si le Canada se retire, ils ne pourront plus y aller », a fait valoir M. Atmar en guise d'argument en faveur du maintien de la mission canadienne.

LE CHIFFRE QUI FRAPPE

Le salaire maximal d'un enseignant afghan est de 60 \$ par mois. Selon un projet de loi qui vient d'être déposé devant le Parlement afghan, cette rémunération pourrait être majorée, pour atteindre un salaire oscillant entre 130 et 600 dollars.

LES ACTUALITÉS

Le ministre afghan de l'Éducation plaide pour le maintien de la présence canadienne

CLAIRANDRÉE
CAUCHY

La présence militaire canadienne et l'argent des «contribuables canadiens» contribuent à remettre sur pied le système scolaire afghan. Voilà le message qu'est venu livrer hier à Montréal le ministre de l'Éducation afghan, Mohammed Hanif Atmar.

Alors que les militaires québécois sont présentement en Afghanistan et que la mission bat des records d'impopularité au Québec, Bev Oda, la ministre de la Coopération internationale, a profité de la présence du ministre afghan pour annoncer l'octroi de 60 millions sur quatre ans pour le développement du réseau scolaire afghan.

Cet argent servira à la construction de nouvelles écoles ainsi qu'à la publication de manuels scolaires conformes au nouveau programme d'études, a précisé le ministre Atmar dans un anglais impeccable appris sur les bancs d'une université britannique. Il précise que le nombre d'écoliers afghans a augmenté de 500 000 depuis la chute des talibans, pour être porté à six millions, dont deux millions de filles. Quelque 60 % des garçons et 35 % des filles fréquentent aujourd'hui l'école afghane.

Invité à réagir au débat politique qui a cours ici quant à la durée de la mission canadienne dans son pays, M. Atmar souligne l'importance de la présence militaire pour protéger les Afghans contre «la force la plus brutale sur Terre». «Il y a 200 000 enfants à l'école dans la région de Kandahar, dont 40 000 filles. Si le Canada n'était pas là, elles ne pourraient pas aller à l'école», a fait valoir le ministre de l'Éducation afghan.

Devant les invités du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), il a souligné qu'en juin dernier, des talibans avaient attaqué des écolières à la sortie des classes. «J'ai assuré aux familles des victimes qu'on ferait tout ce qu'on peut pour que l'école reste ouverte», a-t-il souligné.

À l'époque du régime des talibans, M. Atmar dirigeait une orga-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Mohammed Hanif Atmar

nisation non gouvernementale qui coordonnait un réseau clandestin de 1700 femmes qui enseignaient à domicile aux jeunes filles. «Cela posait un problème éthique. Je mettais en danger la sécurité de collègues féminines. Nous avons décidé que le risque méritait d'être pris pour pouvoir éduquer nos enfants. Certaines ont été battues, détenues, cela ne les a pas arrêtées», relate M. Atmar.

Aujourd'hui ministre de l'Éducation, il a recours à la même stratégie — cette fois de façon légale — vu le manque de ressources financières et les menaces que les talibans font encore peser sur les écoles. Cela dit, ces enseignantes devraient maintenant être mieux rémunérées. Une nouvelle politique salariale, adoptée ce mois-ci, fera progressivement passer le salaire mensuel des enseignantes de 60 \$ à une échelle oscillant entre 130 \$ et 600 \$ par mois. «Les femmes qui œuvrent dans des petites communautés rurales seront les mieux payées», explique M. Atmar.

Il souhaite utiliser les fonds canadiens entre autres pour accélérer la formation d'enseignantes, puisque les familles sont généralement réticentes à l'idée que des hommes enseignent à leurs filles à partir de l'âge de 10 ans.

Le ministre de l'Éducation a également profité de son séjour pour rencontrer plusieurs expatriés afghans. Il aimerait que certains d'entre eux participent à la rédaction de quelque 700 manuels scolaires, reflétant un curriculum d'études moins «politisé».

Éducation en Afghanistan

Ottawa débloque 60 millions



La ministre de la Coopération internationale Bev Oda a annoncé, jeudi, une aide supplémentaire de 60 millions de dollars pour soutenir le système d'éducation en Afghanistan.

L'argent sera versé, au cours des quatre prochaines années, à des projets gérés par la Banque mondiale.

Le ministre afghan de l'Éducation, Haneef Atmar, de passage à Montréal avec la ministre, a expliqué que ces sommes seront utilisées pour la fabrication de manuels pour les écoles secondaires, et pour

la formation des enseignants et enseignantes.

Près de la moitié des enfants afghans ne vont toujours pas à l'école parce qu'il manque des professeurs, des écoles et de la sécurité.

Plusieurs autres doivent aussi rester à la maison parce que les familles n'acceptent pas que les fillettes aient des hommes comme professeur.

« Malgré la montée en flèche du taux d'inscription scolaire en Afghanistan ces dernières années, ce pays affiche toujours certains des plus faibles indicateurs de l'éducation du monde, y compris d'importants écarts entre les sexes et des taux alarmants d'analphabétisme chez les femmes et les filles », a déclaré la ministre Oda.

Cette contribution en éducation fait partie de la participation du Canada en Afghanistan, qui s'élève à plus d'un milliard sur dix ans, pour la gouvernance, la sécurité et le développement du pays.